

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–10 février 2015

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2015/7-B/1

13 janvier 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – PHILIPPINES 200743

Renforcement de la résilience des communautés et des systèmes publics dans les régions touchées par le conflit et les catastrophes

Nombre de bénéficiaires	408 000
Durée du projet	3 ans (1 ^{er} avril 2015–31 mars 2018)
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A
Quantité de vivres fournie par le PAM	22 920 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Produits alimentaires et coûts connexes	30 642 430
Espèces et bons, et coûts connexes	5 813 325
Développement et augmentation des capacités	16 142 525
Coût total pour le PAM	73 568 078

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, Bureau M. D. Kaatrud courriel: david.kaatrud@wfp.org
régional de Bangkok:

Directeur de pays: M. P. Agrawal courriel: praveen.agrawal@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

RÉSUMÉ

L'intervention prolongée de secours et de redressement 200743 a pour objet de renforcer la résilience des groupes de population vulnérables grâce à l'utilisation de diverses formes d'assistance alimentaire tenant compte des marchés et à la collaboration avec le Gouvernement en vue d'améliorer les structures et les cadres directeurs se rapportant aux interventions. Elle couvrira diverses catégories de la population: les groupes vulnérables bénéficieront d'activités de préparation aux situations d'urgence tenant compte de la problématique hommes-femmes, ainsi que d'une aide en nature et sous forme de transferts monétaires; des interventions nutritionnelles cibleront les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants âgés de 6 à 23 mois.

L'intervention a été conçue sur la base des résultats de l'évaluation des opérations menée en 2014 et est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2012–2018.

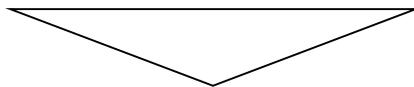
Une assistance alimentaire sera assurée en nature et sous forme de transferts monétaires dans le centre et l'ouest de Mindanao; des activités Assistance alimentaire pour la création d'avoirs permettront de venir en aide aux groupes de population vulnérables dans les communautés touchées par le conflit et les catastrophes naturelles. Des transferts monétaires seront effectués selon qu'il conviendra. Les interventions nutritionnelles viseront à prévenir le retard de croissance, problème très préoccupant dans la région. Des programmes de supplémentation alimentaire ciblée seront mis en œuvre pour lutter contre la malnutrition aiguë dans les zones où la prévalence en est élevée.

L'intervention comporte des composantes relatives à l'augmentation des capacités et à l'élaboration de politiques, définies en accord avec le Gouvernement. Le PAM s'efforcera de renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et aidera les partenaires gouvernementaux à formuler des politiques concernant l'alimentation et la nutrition. Les activités de préparation et d'intervention en cas de crise seront menées à l'échelle nationale et concerneront aussi les Visayas orientales et Luzon, régions souvent touchées par des typhons – tout dernièrement encore, elles ont été balayées par Haiyan et Hagupit.

À Mindanao, l'assistance alimentaire viendra en complément des mesures prises pour augmenter la capacité des administrations locales à planifier, exécuter et suivre les projets visant à renforcer la résilience des communautés, les programmes nutritionnels et l'alimentation scolaire. L'amélioration des systèmes nationaux de gestion des catastrophes rendra moins nécessaire le recours à l'aide internationale. L'élaboration de politiques et les actions de plaidoyer contribueront à la définition de solutions adéquates dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que de priorités en matière d'investissement.

L'intervention concourt à la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 du PAM et des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3 et 4, ainsi qu'au Défi Faim zéro.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Philippines 200743, "Renforcement de la résilience des communautés et des systèmes publics dans les régions touchées par le conflit et les catastrophes" (WFP/EB.1/2015/7-B/1), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte

1. Les Philippines comptent 100 millions d'habitants¹, dont 49,6 pour cent de femmes². Après des années de troubles politiques et économiques, le pays affiche une solide croissance économique depuis le milieu des années 1990 et fait désormais partie des pays à revenu intermédiaire. Pendant la période 2000–2010, le produit intérieur brut était de 4,8 pour cent en moyenne.
2. La proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, après avoir reculé au cours de cette période, stagne désormais; un quart de la population vit avec 1,25 dollar É.-U. par jour. Le coefficient de Gini, qui s'établit à 0,43, révèle de grandes inégalités de revenu: la part des revenus du quintile le plus riche est dix fois plus importante que celle du quintile le plus pauvre.
3. L'économie des Philippines est en transition, l'agriculture perdant sa prépondérance au profit des secteurs des services et de l'industrie manufacturière. Le secteur de l'agriculture et de la pêche n'emploie qu'un tiers de la main-d'œuvre et représente moins de 15 pour cent du produit intérieur brut. Le taux de pauvreté dans les zones rurales (39,4 pour cent) est nettement supérieur à la moyenne nationale (26,5 pour cent) et trois fois plus élevé qu'en milieu urbain.
4. Les Philippines sont vulnérables face aux catastrophes naturelles et au changement climatique: elles sont balayées par une vingtaine de typhons chaque année et elles ont été frappées par six catastrophes naturelles majeures depuis 2009. Sur fond de pauvreté, d'inégalités et de conflit, les catastrophes naturelles de grande ampleur et les fluctuations de la situation financière ont d'importantes répercussions. En 2009, la hausse des prix des produits alimentaires a contribué à une baisse de 9,5 pour cent du niveau de vie, et le coût de la reconstruction après le passage de deux typhons a été estimé à 4,4 milliards de dollars.
5. Les conflits et les catastrophes naturelles ne touchent pas de la même façon les femmes, les filles, les garçons, les hommes, les personnes âgées et les personnes handicapées. Plusieurs facteurs d'ordre biologique, culturel et économique déterminent les risques spécifiques auxquels ils sont exposés, les rôles qu'ils sont censés jouer, les mécanismes de survie auxquels ils peuvent avoir recours et les ressources qui leur sont accessibles.
6. Selon les statistiques officielles sur la pauvreté publiées en 2009, la Région autonome musulmane de Mindanao présente systématiquement depuis 2003 le taux de pauvreté des ménages le plus élevé. Depuis les années 1960, le conflit armé qui oppose les groupes séparatistes moro et les troupes gouvernementales génère une forte insécurité et des déplacements de population dans différentes zones de Mindanao. Cette province est également touchée par des catastrophes naturelles, qui ont entraîné une hausse du nombre de personnes déplacées et dégradé les conditions de vie, déjà déplorable, de celles qui avaient précédemment été jetées sur les routes. S'ajoutant à toutes ces difficultés, le "rido" ou violence entre clans, fait des ravages dans certaines municipalités, principalement dans les provinces du Maguindanao, du Cotabato septentrional et du Lanao del Sur.

¹ Autorité de la statistique des Philippines. 2014. *Philippines in Figures*. Manille.

² Autorité de la statistique des Philippines. 2010. *2010 Census of Population and Housing*. Manille.

7. Ces facteurs ont eu des répercussions sur le rôle des femmes: elles doivent assumer le rôle de chef de famille lorsque les hommes sont absents ou contraints de fuir pour échapper à la guerre des clans, et elles prennent une part de plus en plus active dans les activités des secteurs de l'agriculture et de la vente au détail traditionnellement réservées aux hommes. Dans le centre de Mindanao, les femmes se heurtent à d'autres formes d'exclusion économique et politique, découlant des traditions et de réglementations officielles. Elles risquent davantage que les femmes d'autres régions du pays d'être contraintes à des mariages précoces ou forcés ou à la polygynie, ou encore d'être victimes d'inégalités ou d'une discrimination fondée sur le sexe au sein de la famille, ou bien d'inégalités en matière de succession ou de contrôle de la terre et d'autres ressources.
8. Bien que l'enseignement soit universel aux Philippines, le taux de scolarisation et de rétention scolaire à Mindanao représente un tiers de la moyenne nationale; il n'existe pas de discrimination manifeste entre les filles et les garçons.
9. En mars 2014, le Gouvernement et le Front de libération islamique Moro ont signé un accord de paix, mais le conflit prolongé demeure un facteur clé de la perpétuation de la pauvreté et de l'instabilité à Mindanao.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

10. Les Philippines se heurtent à de grosses difficultés sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle car la croissance économique qu'elle connaît depuis peu n'a pas eu d'impact sur les ménages les plus pauvres. À l'échelle nationale, le taux de retard de croissance est de 30 pour cent, et le taux d'émaciation de 5 pour cent. La convergence de la pauvreté, des disparités entre les sexes et d'autres inégalités, des catastrophes naturelles et du conflit est le principal facteur déterminant de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
11. Les Philippines sont touchées par des inondations, des tempêtes tropicales, des épisodes de sécheresse et des tremblements de terre qui détruisent les terres agricoles, perturbent les moyens d'existence et le fonctionnement des marchés, et occasionnent des dégâts matériels, aggravant ainsi la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire. Les affrontements entre le Gouvernement et les groupes séparatistes, principalement à Mindanao, concourent également à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.
12. À Mindanao, la pauvreté, les catastrophes naturelles, le conflit et les investissements minimes consacrés aux infrastructures entravent le développement des marchés et l'accès aux services, réduisant ainsi la résilience face aux chocs. D'après une enquête menée par le PAM et la Banque mondiale dans le centre de Mindanao, 4 pour cent des ménages avaient un score de consommation alimentaire insuffisant et 21 pour cent un score limité; 7 pour cent des ménages dirigés par une femme avaient un score insuffisant et 20 pour cent un score limité; et 4 pour cent des ménages dirigés par un homme avaient un score insuffisant et 21 pour cent un score limité. Les personnes déplacées, les personnes de retour chez elles et les personnes réinstallées constituaient les groupes les plus vulnérables.
13. Quatre-vingt-six pour cent des ménages empruntent de l'argent pour acheter de la nourriture. Le crédit est peu utilisé pour accéder aux intrants agricoles ou aux soins de santé; le recours à l'emprunt pour couvrir des dépenses telles que les frais de scolarité, le remboursement de prêts ou des besoins non alimentaires ou encore pour disposer d'un capital de départ est négligeable.

14. Le double fardeau de la malnutrition est pesant pour les Philippines, comme pour d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le nombre de personnes en surcharge pondérale augmente plus rapidement que celui de personnes souffrant d'insuffisance pondérale, et le taux d'obésité a triplé dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en deux décennies³.
15. La malnutrition chronique s'installe dans une large mesure pendant les deux premières années de la vie, et ses effets sont irréversibles. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, qui est de 33,6 pour cent au niveau national, est un grave problème de santé publique; les régions de Mindanao et des Visayas enregistrent les taux les plus élevés (40 pour cent). Pour ce qui est de l'insuffisance pondérale à la naissance – due à une mauvaise nutrition chez la mère et associée au retard de croissance –, le taux est de 15,9 pour cent, et il atteint 18,2 pour cent dans le centre de Mindanao⁴. L'Organisation mondiale de la Santé qualifie le taux d'émaciation de 7,3 pour cent d'"insatisfaisant".
16. Selon les estimations, 11,9 pour cent des mères allaitantes ont un indice de masse corporelle inférieur à 18,5, et 17,7 pour cent, un indice supérieur à 25; 11,8 pour cent des mères âgées de 20 ans et moins présentent une insuffisance pondérale, mais seulement 6,7 pour cent sont en surpoids. Le taux d'insuffisance pondérale est passé de 13,2 pour cent à 11,9 pour cent depuis 1998, mais le taux de surcharge pondérale, lui, a augmenté, passant de 13,6 pour cent à 17,7 pour cent. Il est donc peu probable que les Philippines parviennent à atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement. Le taux de surcharge pondérale chez les enfants de moins de 2 ans est de 4,3 pour cent, contre 2,3 pour cent en 2003.
17. Les carences en micronutriments chez les femmes et les enfants sont un facteur de risque important: 15,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent une carence en vitamine A⁵, et l'anémie ferriprive touche 55,7 pour cent des bébés, 41 pour cent des nourrissons et 42 pour cent des femmes enceintes⁵. La proportion de femmes allaitant exclusivement leur enfant au sein est passée de 8,6 pour cent en 2008 à 11,8 pour cent en 2011, mais 55 pour cent seulement des enfants de 6 à 23 mois sont alimentés conformément aux pratiques recommandées. Comme il est d'usage dans la société, lorsque les femmes prennent part à une activité économique hors du foyer, d'autres femmes de la famille (grand-mères, mères, sœurs ou tantes) se chargent de nourrir les jeunes enfants.
18. Les marchés sont bien approvisionnés en riz, en maïs, en haricots, en légumes, en poisson et en viande, denrées qui étaient consommées par la majeure partie des ménages interrogés. Ils fournissent 85 pour cent du riz, les 15 pour cent restants étant cultivés par les communautés. Dans les provinces du Cotabato septentrional et de Sultan Kudarat, 90 pour cent des personnes interrogées allaient chaque jour au marché; cependant, dans les zones reculées, les marchés et les banques sont moins nombreux, et les problèmes de sécurité tels que les affrontements entre clans font que les transferts monétaires ne seront pas appropriés dans toutes les municipalités. Un ciblage géographique sera effectué avant le début de la mise en œuvre.
19. D'après les estimations, pendant la campagne principale de 2013, la récolte de riz a atteint le niveau record de 10,4 millions de tonnes, soit 3 pour cent de plus qu'en 2012, en grande partie en raison des pluies abondantes et des mesures d'incitation à la production prises par

³ Aucune donnée n'est disponible pour les Philippines. Cette tendance est observée dans les pays à revenu intermédiaire, comme le Viet Nam et l'Indonésie.

⁴ Institut philippin de recherche sur l'alimentation et la nutrition. 2011. *National Nutrition Survey*. Manille.

⁵ Institut philippin de recherche sur l'alimentation et la nutrition. 2008. *National Nutrition Survey*. Manille.

le Gouvernement. La production rizicole totale pour 2013 s'établit à environ 18,9 millions de tonnes, un volume record, soit une progression de 4 pour cent par rapport à l'année précédente. D'après les prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production de riz pour 2014 sera de 19,3 millions de tonnes⁶.

20. Le prix moyen au niveau national des variétés de riz ordinaire et bien usiné a toutefois atteint un niveau record, malgré une récolte secondaire exceptionnelle en 2013/14. Cela tenait au faible volume des stocks, à la contraction des importations et aux prix élevés du pétrole et de l'électricité. Afin de stabiliser les prix, l'Autorité nationale pour l'alimentation a importé 1,3 million de tonnes de riz entre mai et août 2014.

Scénarios

21. La loi fondamentale du Bangsamoro⁷, établie dans la foulée de la conclusion en mars d'un accord de paix entre le Gouvernement et le Front de libération islamique Moro, est actuellement examinée par le Congrès. Le PAM occupe une position stratégique qui lui permettra d'aider les instances qui dirigeront l'entité Bangsamoro dans la future Région Bangsamoro de Mindanao. Il contribuera à améliorer l'analyse de l'alimentation et de la nutrition et les interventions connexes tenant compte des besoins de différents groupes de population (femmes, filles, garçons et hommes) dans le cadre des futurs plans et stratégies de développement et d'intervention en cas de catastrophe. Le succès de la transition dépendra aussi de la pleine participation des femmes et des hommes à tous les niveaux des débats sur les questions sociales et politiques. Un conflit pourrait éclater si les factions séparatistes du Front de libération islamique Moro ne se voient pas donner la possibilité de s'exprimer dans le cadre du processus de paix.
22. Le faible taux de scolarisation et d'alphabétisation à Mindanao par rapport au reste du pays n'est que l'un des nombreux effets négatifs engendrés par des décennies de conflit. Parmi les enfants scolarisés, 54 pour cent sont des filles et 46 pour cent des garçons. Le PAM travaillera avec les fonctionnaires du Département de l'éducation au niveau national et provincial et avec les autorités du Bangsamoro en vue d'analyser les obstacles auxquels se heurtent les garçons et les filles, et de déterminer si les écoles disposent des installations nécessaires pour que les programmes d'alimentation scolaire soient efficaces.
23. Les catastrophes naturelles et d'autres chocs en série ont des répercussions sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence des personnes démunies. Le PAM peut apporter un soutien immédiat sous la forme d'une assistance alimentaire, et il travaillera avec les institutions publiques afin de fournir un appui technique pour éclairer l'élaboration des politiques et renforcer les capacités opérationnelles.

CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

24. Le Plan de développement des Philippines pour 2011–2016 met l'accent sur les dispositifs de protection sociale pour réduire la pauvreté, accroître le pouvoir d'achat, appuyer les

⁶ FAO. 2014. *Dossiers de synthèse du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture: Philippines*. Rome.

⁷ Le Bangsamoro est une nouvelle entité musulmane autonome qui doit remplacer la Région autonome musulmane de Mindanao.

moyens d'existence et accélérer la mise en valeur du capital humain. L'Autorité nationale des Philippines pour l'alimentation veille à ce que des denrées soient disponibles et à ce que l'approvisionnement en riz et les prix restent stables.

25. Par l'intermédiaire du Plan national de développement tenant compte de la problématique hommes-femmes pour 1995-2025, le Gouvernement veille à ce que les objectifs et les stratégies touchant la prise en compte systématique de l'égalité des sexes dans les politiques et les programmes publics éclairent la mise en œuvre des initiatives de protection sociale garantissant l'égalité d'accès et des chances pour les femmes et les hommes démunis.
26. En 2011, le Bureau du Conseiller présidentiel pour le processus de paix a lancé un programme axé sur la paix et la résilience des communautés, afin de promouvoir la consolidation de la paix, la reconstruction et le développement dans les zones touchées par le conflit, en particulier le Mindanao.
27. Le Département des affaires sociales et du développement, qui est le principal partenaire du PAM, travaille avec le Département de l'intérieur et des collectivités locales, le Département de la santé, le Département de l'éducation et les administrations locales pour gérer les dispositifs de protection sociale, et il supervise divers filets de sécurité: i) un programme de transferts monétaires assortis de conditions en faveur de 4 millions de ménages dans 1 484 municipalités et 143 agglomérations; ii) le Programme pour des moyens d'existence durables, qui encourage les activités entrepreneuriales pour aider les populations à sortir de la pauvreté; iii) le programme Espèces contre travail, qui appuie le relèvement au lendemain des catastrophes naturelles; et iv) le programme national de développement à assise communautaire, qui alloue de petites subventions en faveur du développement des infrastructures et des services sociaux communautaires dans 900 municipalités.
28. Le Gouvernement administre deux programmes de supplémentation alimentaire en milieu institutionnel: le premier cible 1,2 million d'enfants âgés de 2 à 6 ans accueillis dans des crèches; le second, mis en œuvre en collaboration avec le Département des affaires sociales et du développement et le Département de l'éducation, cible 562 000 élèves du primaire. Ces deux initiatives appuient le Plan d'action des Philippines pour la nutrition (2011–2016), qui vise à faire reculer la faim et à améliorer la nutrition des populations vulnérables. Les Philippines adhèrent au mouvement Renforcer la nutrition.
29. La loi de 2010 relative à la gestion et à la réduction des risques de catastrophe encourage l'investissement dans la préparation aux catastrophes et la réduction des risques; le Bureau de la défense civile coordonne les interventions menées en cas de catastrophe. Par l'intermédiaire du Conseil national de réduction des risques et de gestion des catastrophes, le Département des affaires sociales et du développement alloue des ressources pour permettre la distribution de colis de vivres après les catastrophes, auxquels s'ajoutent du riz et des biscuits à haute teneur énergétique fournis par le PAM.
30. La composante du PAM relative aux moyens d'existence vient compléter l'assistance technique et le matériel mis à disposition par le cadre stratégique "Agri Pinoy"; dispositif-phare du Département de l'agriculture, celui-ci vise à améliorer les techniques agricoles aux fins de l'autosuffisance alimentaire.

Politiques, capacités et actions des autres grands intervenants

31. Parmi les autres acteurs contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle figurent la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour le développement, Oxfam, World Vision, Plan International, Action contre la faim et Save the Children. Les organisations non gouvernementales nationales partenaires sont Community and Family Services

International, la Confédération nationale des organisations de petits producteurs et pêcheurs, le Mouvement de reconstruction rurale des Philippines et le Partenariat pour la mise en valeur des ressources humaines dans les zones rurales aux Philippines.

32. Le PAM fournit du riz à l'appui d'un projet de rétablissement agricole, administré par le Département de la réforme agraire, la Banque asiatique de développement et les autorités locales de Lanao del Sur dans le centre de Mindanao, dont le but est de renforcer la capacité des communautés locales à parvenir à la sécurité alimentaire.
33. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide développement (PNUAD) pour 2012–2018 est conforme au Plan de développement des Philippines pour 2011–2016 ainsi qu'à d'autres plans nationaux complémentaires, comme le Plan national de développement tenant compte de la problématique hommes-femmes pour 1995–2025 et le Plan d'action des Philippines pour la nutrition (2011-2016).

Coordination

34. La coordination entre les organismes des Nations Unies est définie par le PNUAD et relève de la responsabilité de l'équipe de pays des Nations Unies, de l'équipe de pays pour l'action humanitaire, de l'équipe humanitaire pour Mindanao et du Forum du développement des Philippines. Le PAM codirige le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec le Conseil national de la nutrition, ainsi que le module chargé des articles non alimentaires avec le Département des affaires sociales et du développement. Il co-préside le Comité directeur pour l'égalité des sexes de l'Organisation des Nations Unies et a signé le mémorandum d'accord concernant les secours d'urgence.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

35. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200743 vise à renforcer la résilience des groupes de population vulnérables moyennant diverses formes d'assistance alimentaire tenant compte des marchés. Elle contribuera à la réalisation des Objectifs stratégiques 1 à 3⁸, des objectifs du Millénaire pour le développement 1 à 4⁹, et du Défi Faim zéro¹⁰.
36. Les objectifs sont les suivants:
- répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des femmes, des filles, des garçons et des hommes touchés par le conflit et les catastrophes naturelles à Mindanao (Objectif stratégique 2);

⁸ Objectif stratégique 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence; Objectif stratégique 2: Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence; et Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

⁹ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – Éliminer l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous; 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; et 4 – Réduire la mortalité des enfants.

¹⁰ Les cinq piliers du Défi Faim zéro sont les suivants: i) éliminer le retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans; ii) garantir l'accès universel à une alimentation adéquate tout au long de l'année; iii) sécuriser durablement les systèmes alimentaires; iv) accroître de 100 pour cent la productivité et les revenus des petits exploitants; et v) ramener à zéro les pertes ou le gaspillage de produits alimentaires.

- renforcer les systèmes de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas d'urgence du Gouvernement et des communautés en place au niveau national et à certains échelons infranationaux, afin de garantir une intervention rapide en cas de catastrophe naturelle (Objectif stratégique 3);
- conseiller les administrations et institutions publiques en matière d'élaboration de politiques concernant la sécurité alimentaire et la nutrition soucieuses de l'égalité des sexes (Objectif stratégique 3); et
- fournir une assistance alimentaire vitale en cas de catastrophe (Objectif stratégique 1).

STRATÉGIE D'INTERVENTION

Assistance apportée à ce jour

37. Le PAM a rétabli sa présence aux Philippines en 2006, lorsque le Gouvernement a demandé un appui dans les zones de Mindanao touchées par le conflit. Il apporte également son concours aux pouvoirs publics en cas de catastrophe naturelle.
38. L'IPSR précédente était centrée sur le relèvement des communautés touchées par le conflit et en situation d'insécurité alimentaire dans le centre et l'ouest de Mindanao. Une évaluation récente de l'IPSR 200296 a permis de constater que la situation nutritionnelle à Mindanao s'était sensiblement améliorée depuis 2008, et les évaluateurs ont recommandé au PAM de collaborer avec le Gouvernement pour prévenir le retard de croissance et la malnutrition aiguë; il fallait en outre mieux cibler les activités Assistance alimentaire pour la création d'avoins (ACA) et veiller à ce qu'elles répondent aux attentes locales, examiner la viabilité de l'alimentation scolaire et intégrer la préparation aux catastrophes à d'autres activités afin d'accroître l'efficacité.
39. L'évaluation préconisait également de renforcer les capacités institutionnelles aux fins de la mise en œuvre dans les municipalités vulnérables d'activités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise tenant compte de la problématique hommes-femmes. Une évaluation d'impact de l'efficacité des capacités ainsi accrues est en cours.
40. Le PAM a œuvré aux côtés du Gouvernement et des partenaires pour faire face à plusieurs catastrophes naturelles, tout récemment encore dans le cadre de l'opération d'urgence lancée en 2013 après le passage du typhon Haiyan – les enseignements tirés ont d'ailleurs éclairé la conception de l'IPSR 200743. Afin de fournir avec efficacité et efficacité des services aux communautés touchées, le PAM devra: i) veiller à ce que les transferts monétaires soient rapidement transposés à plus grande échelle lors de situations d'urgence; ii) s'employer à donner plus d'envergure à son approche à trois niveaux¹¹ afin d'optimiser la conception, la planification et l'exécution des programmes visant à renforcer la résilience; et iii) faire en sorte que les capacités des partenaires dans les domaines de la logistique et des filières d'approvisionnement soient maximisées.

¹¹ i) Analyse à l'échelle nationale afin de définir les points de départ des interventions; ii) programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence pour déterminer les complémentarités et les partenariats; et iii) planification communautaire pour adapter les programmes en fonction des contextes locaux.

Stratégie

⇒ *Composante 1: assistance alimentaire et nutritionnelle en faveur des populations vulnérables dans le centre et l'ouest de Mindanao*

41. Dans le cadre de l'IPSR 200743, une assistance alimentaire et nutritionnelle sera dispensée dans cinq provinces (Maguindanao, Sultan Kudarat, Cotabato septentrional, Lanao del Sur et Lanao del Norte); elle sera définie à partir d'une évaluation détaillée de la situation des deux sexes. Les principaux partenaires du PAM seront les autorités de la Région autonome musulmane de Mindanao, le Comité de transition du Bangsamoro et l'Agence de développement du Bangsamoro; le Département des affaires sociales et du développement, le Département de la santé, le Département de l'éducation et d'autres services veilleront à ce que les acteurs locaux participent et prennent en main les activités.

- Les communautés suggèrent quelles activités ACA mener: pour chaque région, des activités prioritaires sont définies à la faveur de discussions de groupe et au moyen d'outils tels que la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence. À partir de là, certaines activités seront retenues en fonction des résultats d'une évaluation des moyens d'existence tenant compte de la problématique hommes-femmes.
- Les activités visant à prévenir le retard de croissance privilégieront les 1 000 premiers jours de la vie; des mesures seront prises pour lutter contre la malnutrition aiguë en cas de situation d'urgence. Un programme de supplémentation alimentaire généralisée, à base de produits nutritionnels spéciaux, ciblera les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de 6 à 23 mois, et s'accompagnera d'une campagne de sensibilisation axée sur l'alimentation complémentaire, la diversité du régime alimentaire, l'hygiène et l'assainissement. Cette activité complètera l'action des services de santé publics, qui ont récemment commencé à créer des espaces adaptés aux besoins des enfants, ciblant toutes les personnes s'occupant d'enfants.
- Là où des installations adéquates sont en place, les autorités régionales devraient prendre sans cesse davantage en charge les programmes d'alimentation scolaire. Le PAM réduira le nombre d'élèves auxquels il vient en aide et s'attachera à soutenir les écoles dans lesquelles d'autres partenaires sont déjà à l'œuvre pour améliorer la qualité de l'éducation. Il aidera également les pouvoirs publics à se concerter avec le secteur privé pour mobiliser d'autres ressources nécessaires pour appuyer les garçons et les filles ciblés.

⇒ *Composante 2: renforcement des systèmes publics appuyant les activités de secours et de redressement*

42. Le PAM utilisera l'avantage comparatif qui est le sien pour collaborer avec des organismes publics au niveau national et infranational et avec les communautés en vue de promouvoir des interventions rapides en cas de catastrophe, notamment à Mindanao et dans les Visayas, où les besoins sont les plus importants. Les administrations locales et les communautés assureront la diffusion de l'information concernant la nutrition. Le PAM travaillera en collaboration avec le Département des affaires sociales et du développement, le Département de l'intérieur et des collectivités locales, le Bureau de la défense civile et des universités en vue de renforcer la capacité des administrations locales et des communautés à élaborer des activités de développement et des interventions humanitaires tenant compte de la problématique hommes-femmes et visant à accroître la résilience, comme les plans familiaux de préparation aux catastrophes et l'agriculture résiliente face au climat.

43. Cette composante sera appuyée par une opération spéciale axée sur la logistique visant à :
- i) établir des structures d'intervention en cas de catastrophe dans le Luzon, les Visayas et à Mindanao; ii) renforcer l'efficacité du Centre national d'opérations et de ressources à Manille; iii) élaborer des directives concernant la planification des distributions; et iv) concevoir et mettre en œuvre un programme public de formation consacré à la logistique des interventions et à la gestion de la filière d'approvisionnement en cas de catastrophe¹².
44. Le PAM conclura avec le Département des affaires sociales et du développement un accord technique et opérationnel portant sur :
- l'élaboration de modes opératoires normalisés afin de mener à bien les différents types d'intervention;
 - l'assistance technique et la coordination nationale en vue d'étendre aux populations touchées par une catastrophe les dispositifs de protection sociale tenant compte des besoins des femmes comme des hommes, et de relier les secours d'urgence aux activités de relèvement et de développement; et
 - la mise au point de programmes de formation pour les bureaux provinciaux de Mindanao et des Visayas concernant l'outil de programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence, dans l'optique du transfert des responsabilités aux pouvoirs publics.

⇒ *Composante 3: élaboration de politiques et actions de plaidoyer en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle*

45. Le PAM plaidera pour l'adoption de politiques relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle tenant compte de la problématique hommes-femmes :
- en appuyant les travaux de recherche et l'élaboration de politiques en vue de lutter contre le retard de croissance et d'établir des directives sur l'alimentation complémentaire, les suppléments nutritionnels prêts à consommer et l'enrichissement des aliments, l'accent étant mis sur l'enrichissement du riz et la mise au point de produits nutritionnels à l'échelle locale;
 - en appuyant l'élaboration d'une politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle tenant compte de la problématique hommes-femmes pour Mindanao, et la définition des priorités d'investissement connexes, en concertation avec l'administration du Bangsamoro, le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les banques de développement et la société civile;
 - en favorisant la concertation sur les politiques avec le Gouvernement et l'élaboration de directives sur l'intégration dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et de réduction des risques de catastrophe de dispositions concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes; et
 - en œuvrant à la mise au point d'un système d'analyse du changement climatique et de l'insécurité alimentaire, en collaboration avec le Département de la science et de la technologie, de l'Université des Philippines et de la Commission sur le changement climatique.

¹² Voir le descriptif de l'opération spéciale 200706.

⇒ Composante 4: stock d'urgence virtuel

46. À la faveur de l'IPSR 200743, le PAM continuera de gérer un stock d'urgence virtuel de riz, en faisant appel en cas de besoin à l'Autorité nationale pour l'alimentation. À cette fin, il est prévu que 10 125 tonnes de riz seront achetées localement et que 900 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique seront également conservées en stock à des fins d'intervention immédiate.

Transfert des responsabilités

47. La responsabilité des activités relevant de l'IPSR 200743 sera progressivement transférée au Gouvernement et à l'Administration du Bangsamoro. L'assistance alimentaire assurée à Mindanao sera complétée par des activités visant à augmenter les capacités des administrations locales dans les domaines de la planification, de l'exécution et du suivi de programmes axés sur la résilience des communautés, la nutrition et l'alimentation scolaire qui répondent aux besoins différents de tous les groupes de population. Pour faire face aux catastrophes, le PAM tirera parti des dispositifs de protection sociale mis en place par les pouvoirs publics, de manière à les étendre aux populations vulnérables de Mindanao et des Visayas.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

48. L'assistance alimentaire ciblera 408 000 bénéficiaires, principalement dans le centre de Mindanao, mais aussi dans d'autres régions du pays dans le cadre des secours d'urgence lancés en cas de catastrophe.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ			
Type d'activité	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
Secours d'urgence*	88 200	86 800	175 000
Alimentation scolaire**	32 760	32 240	65 000
Prévention du retard de croissance: supplémentation alimentaire pour les enfants de 6 à 23 mois	30 240	29 760	60 000
Prévention du retard de croissance: supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes	–	40 000	40 000
Assistance alimentaire pour la création d'avoins (en nature)	31 752	31 248	63 000
Assistance alimentaire pour la création d'avoins (transferts monétaires)	75 600	74 400	150 000
TOTAL	254 016	289 984	544 000
Total ajusté ***	205 632	202 368	408 000

* Les chiffres se rapportant aux secours d'urgence se fondent sur les demandes adressées par le passé par le Gouvernement et les interventions lancées par le bureau de pays. En moyenne, le PAM doit faire face chaque année à deux ou trois situations d'urgence de faible ampleur; il distribue alors du riz et des biscuits à haute teneur énergétique, au profit de 10 000 à 15 000 familles.

** 198 jours d'alimentation par enfant et par an.

*** Le total tient compte des chevauchements entre les catégories de bénéficiaires recevant plus d'un type d'assistance alimentaire.

49. La présente IPSR couvre moins de bénéficiaires que la précédente, du fait de la transition opérée vers une intervention axée sur les premières phases de redressement et de la mise en place de la composante relative à l'augmentation des capacités et à l'élaboration de politiques, qui n'a pas de bénéficiaires directs.
50. Le PAM travaillera avec le Gouvernement, en utilisant des approches soucieuses de l'égalité des sexes dans le cadre des groupes de discussion constitués dans les communautés, pour évaluer les besoins prioritaires avant de sélectionner les municipalités dans le centre et l'ouest de Mindanao comptant un grand nombre de ménages vulnérables de retour chez eux ou réinstallés touchés par le conflit, les catastrophes et la pauvreté.

Considérations d'ordre nutritionnel et rations/valeur des transferts

51. Des transferts de vivres et d'espèces seront effectués au titre de l'IPSR 200743. Les transferts monétaires seront utilisés dans les municipalités où les bénéficiaires ont accès aux marchés, où le PAM a des partenaires efficaces, où les conditions de sécurité ne constituent pas un obstacle et où existent des systèmes de paiement transparents¹³.
52. D'après les analyses, de nombreuses municipalités dans le centre de Mindanao réunissent ces conditions, et les difficultés qui existent ne sont pas insurmontables. Selon les évaluations financières effectuées, des prestataires de services financiers fiables sont disponibles dans de nombreuses régions. Il a été établi que 80 pour cent des ménages préfèrent recevoir des espèces, ou bien des espèces associées à des vivres¹⁴; bien que les transferts monétaires soient plus coûteux que les distributions de riz, ils permettent de diversifier davantage le régime alimentaire.
53. La valeur des transferts d'espèces entrant dans le cadre des activités ACA a été calculée sur la base de l'écart entre le montant des dépenses alimentaires moyennes des ménages dans le centre et l'ouest de Mindanao et un seuil régional défini par le Conseil national de coordination de la statistique. Les dépenses alimentaires représentent en moyenne 49 pour cent du seuil alimentaire mensuel d'une famille de six personnes, ce qui correspond à un écart de dépenses de 64 dollars. La valeur de l'assortiment alimentaire prévu au titre des activités ACA correspond à 80 pour cent du salaire journalier. La modalité faisant appel aux transferts d'espèces permet aux bénéficiaires de recevoir au minimum l'équivalent de la quantité de calories et de nutriments qu'apporterait une ration en nature. Dans les zones reculées où les marchés ne sont guère développés, une assistance en nature sera fournie, sous la forme de rations de riz. Selon les premières constatations issues des activités de suivi, les hommes et les femmes ne manifesteraient pas de préférence pour les espèces ou pour les vivres; les futures activités de suivi comporteront toutefois des questions plus précises afin de mieux tenir compte de la situation et de pouvoir adapter l'assistance du PAM.
54. Le coût annuel prévu du programme d'alimentation scolaire est de 35 dollars par enfant, ce qui se situe dans la fourchette moyenne des coûts du PAM.

¹³ PAM. 2013. *Philippines Macro Financial Assessment*. Manille. Aux Philippines, un paiement peut être effectué soit au moyen d'un téléphone portable ou d'un distributeur automatique, soit auprès d'une succursale bancaire, d'un bureau de poste ou d'une société d'envoi de fonds.

¹⁴ Union européenne et PAM. 2013. *Baseline Food Security Survey in Five Provinces of Central Mindanao*. Manille.

55. Afin de prévenir le retard de croissance, une ration de Nutributter® sera distribuée tous les mois pour les enfants de 6 à 23 mois; les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront un complément nutritionnel, et il se pourrait aussi que des bons leur soient remis pour leur permettre d'acheter des aliments nutritifs en attendant que des produits nutritionnels soient fabriqués localement.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS, PAR ACTIVITÉ <i>(g/personne/jour)</i>					
	Alimentation scolaire	Prévention du retard de croissance: femmes enceintes et mères allaitantes	Prévention du retard de croissance: enfants de 6 à 23 mois	ACA	Secours d'urgence
Riz	150	–	–	666	450
Haricots	20	–	–	–	–
Huile	10	–	–	–	–
Complément nutritionnel	–	47	–	–	–
Nutributter®	–	–	20	–	–
Biscuits à haute teneur énergétique	–	–	–	–	100
Espèces/bons (<i>en dollars/personne/jour</i>)	–	–	–	0,71	–
TOTAL	180	47	20	666	550
Kcal/jour	696	247	108	2 398	2 070
% de kcal d'origine protéique	29	9-10	10	94	88
% de kcal d'origine lipidique	26	25-31	16	8	41
Nombre de jours d'alimentation par mois	22	30	30	15	30

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ESPÈCES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)						
	Alimentation scolaire	Prévention du retard de croissance: femmes enceintes et mères allaitantes	Prévention du retard de croissance: enfants de 6 à 23 mois	ACA	Secours d'urgence	Total (en tonnes/dollars)
Riz	5 792	–	–	1 619	10 125	17 536
Haricots	772	–	–	–	–	772
Huile	386	–	–	–	–	386
Complément nutritionnel	–	2 030	–	–	–	2 030
Nutributter®	–	–	1 296	–	–	1 296
Biscuits à haute teneur énergétique	–	–	–	–	900	900
Espèces (en dollars)	–	–	–	4 800 000	–	4 800 000
Quantité totale (en tonnes)	6 950	2 030	1 296	1 619	11 025	22 920

DISPOSITIF D'EXÉCUTION

56. Le Département des affaires sociales et du développement restera le principal organisme gouvernemental de contrepartie du PAM. Sur le terrain, la collaboration avec d'autres départements et partenaires garantira la participation des acteurs locaux et la prise en main des activités par ceux-ci. Le mécanisme de réclamation et d'information en retour du PAM sera évalué en vue de déterminer s'il pourrait être utilisé pour traiter les cas signalés de violence sexuelle et sexiste et de discrimination fondée sur le sexe. Le PAM participe au module de la protection et appuie le groupe de travail chargé des questions liées à la violence sexiste.

Participation

57. La problématique hommes-femmes doit être prise en compte dans tous les aspects de la sécurité alimentaire, aussi bien pour ce qui est de l'accès à la nourriture et de son contrôle, que des interventions à lancer en cas de choc. Cela étant posé, les évaluations, la conception des interventions, les modalités d'exécution et les activités de suivi et d'évaluation seront guidées par des considérations liées au sexe, à l'âge et à la diversité. Le mécanisme d'information en retour sera utilisé pour affiner le ciblage, garantir une conduite appropriée de la part de tous, vérifier que les ressources sont utilisées de manière efficace et donner suite aux plaintes.

Partenaires et capacités

58. Le PAM travaillera avec les pouvoirs publics, les partenaires de développement et les autorités locales pour cibler les groupes de population vulnérables. Les activités seront mises en œuvre par l'entremise d'organisations non gouvernementales (ONG) et des collectivités locales; les ONG seront sélectionnées sur appel d'offres.

59. En ce qui concerne les composantes se rapportant à l'augmentation des capacités et à l'élaboration de politiques, le PAM travaillera avec ses partenaires gouvernementaux, la FAO, le Fonds international de développement agricole, l'Université des Philippines, l'Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale.

Achats

60. Les achats de vivres seront effectués conformément aux procédures normalisées du PAM afin d'en garantir la transparence et le bon rapport coût-efficacité. La plupart des achats seront effectués sur les marchés internationaux ou régionaux, mais 10 125 tonnes de riz seront achetées localement pour le stock d'urgence.

61. La sélection des prestataires de services financiers se fera sur appel d'offres et des accords à long terme seront conclus chaque fois que possible pour maximiser l'efficacité.

Logistique

62. Les produits achetés sur les marchés internationaux ou régionaux arriveront à Mindanao ou à Manille; les conteneurs seront expédiés à General Santos et Davao. Les vivres seront stockés dans des entrepôts du port de Polloc et à Cotabato, puis acheminés par des entreprises privées jusqu'aux points de livraison finale. Le stock d'urgence de riz sera conservé dans les entrepôts de l'Autorité nationale de l'alimentation. Les vivres achetés localement et les dons en nature seront acheminés directement jusqu'aux points de livraison finale.

Modalités de transfert

63. Dans le cadre de l'IPSR 200743, le modèle de remise immédiate d'espèces sera utilisé pour effectuer les transferts monétaires: il fait appel à la téléphonie mobile, aux sociétés d'envoi de fonds, et aux services postaux et bancaires.

64. Compte tenu de la possibilité que surviennent des catastrophes naturelles, le Gouvernement a l'intention de se doter d'une plateforme proposant plusieurs modalités d'exécution, afin d'accélérer les interventions d'urgence grâce aux transferts d'espèces. Les activités du PAM incorporeront donc des modalités d'exécution supplémentaires, comme les systèmes de transfert de fonds faisant appel à la téléphonie mobile et les distributeurs automatiques. Une évaluation des prestataires de services financiers dans le Mindanao a montré que les envois de fonds sont le système le plus communément utilisé pour faire parvenir des espèces à tous les bénéficiaires.

SUIVI DE L'EXÉCUTION

65. Le PAM assurera le suivi des distributions au moyen d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Toutes les données recueillies seront ventilées par sexe et conformes au cadre logique du projet; des listes de contrôle seront utilisées, qui répondent aux directives du PAM relatives au suivi de la gestion axée sur les résultats.

66. Des données concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle seront collectées à l'occasion d'enquêtes annuelles (y compris des données de référence et de suivi ainsi que des données de fin de projet), et du suivi post-distribution. Tous les indicateurs d'effet direct seront ventilés par modalité, par sexe et par âge. Il est également prévu de faire réaliser une évaluation externe à la fin du projet.

GESTION DES RISQUES

67. Les risques contextuels sont les suivants: i) survenance brutale d'une catastrophe de grande ampleur; ii) dégradation des conditions de sécurité; iii) retard pris dans le processus de transition politique à Mindanao; iv) nouvelle flambée des prix des denrées; et v) lenteur de la mise en place des structures de gouvernance par l'Autorité de transition du Bangsamoro.
68. S'agissant de l'atténuation des risques, l'IPSR 200743 comporte un plan d'intervention d'urgence pour répondre aux besoins en cas de conflit ou de catastrophe naturelle. L'importance accordée à l'augmentation des moyens des systèmes d'intervention nationaux aidera le Gouvernement à faire face à ces besoins.
69. Les risques associés aux transferts monétaires sont les fluctuations des prix et des taux de change, les pénuries, la fraude et l'insécurité (voir l'annexe II). Les mesures d'atténuation comprennent le suivi régulier des marchés, la mise en place d'un système de transfert robuste assorti de mesures de contrôle pour prévenir la fraude, et la réalisation d'analyses des conditions de sécurité avant les distributions.

Gestion des risques de sécurité

70. En matière de sécurité, la principale source d'inquiétude aux Philippines est le conflit qui oppose les forces gouvernementales, les factions séparatistes Moro et la Nouvelle armée populaire. Ces groupes n'ont pas menacé ou ciblé le personnel des Nations Unies ou les travailleurs humanitaires, mais des liens avec Al-Qaida ont suscité des préoccupations.
71. La guerre des clans, appelée *rido*, est un phénomène répandu dans le centre de Mindanao, qui résulte généralement de querelles foncières. Elle ne met pas directement en danger le personnel des Nations Unies, mais des véhicules se sont retrouvés pris dans des échanges de tirs.
72. Afin d'assurer la sûreté et la sécurité de son personnel, le PAM respecte rigoureusement les recommandations de l'Organisation des Nations Unies concernant la sécurité, et il déploie du personnel de sécurité dans les zones à haut risque. À l'heure actuelle, le niveau de menace dans la région du centre de Mindanao est élevé (niveau 4) et celui de l'ouest de Mindanao est très élevé (niveau 5). Les Normes minimales de sécurité opérationnelle sont suivies et tous les bureaux du PAM appliquent les normes minimales de sécurité des télécommunications; une formation de sensibilisation aux questions de sécurité a été dispensée à l'ensemble du personnel.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	17 535	9 266 797	
Légumes secs	772	977 094	
Huile et matières grasses	387	324 222	
Aliments composés et mélanges	4 226	13 922 623	
Total, produits alimentaires	22 920	24 490 736	
Transport extérieur		1 321 213	
Transport terrestre, entreposage et manutention		2 101 945	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		2 728 536	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		30 642 430	
Espèces et bons		4 800 000	
Coûts connexes		1 013 325	
Espèces et bons, et coûts connexes		5 813 325	5 813 325
Développement et augmentation des capacités		16 142 525	16 142 525
Coûts opérationnels directs			52 598 280
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			16 156 933
Total des coûts directs du projet			68 755 213
Coûts d'appui indirects (7, 0 pour cent) ³			4 812 865
COÛT TOTAL POUR LE PAM			73 568 078

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	5 080 782
Agents des services généraux	3 750 600
Total partiel	8 831 382
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	135 000
Sécurité	238 551
Voyages et transport	2 507 400
Études préalables, évaluations et suivi¹	400 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	16 156 933

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers. Si les activités sont menées par le personnel du bureau de pays, les coûts sont inclus dans les rubriques "Dépenses de personnel et frais connexes" et "Voyages et transports".

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p> <p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p>	<p>Les facteurs culturels à l'œuvre à l'échelle des communautés et des ménages ne font pas obstacle à l'acceptation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation.</p>
<p>Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p> <p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p> <p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p>	<p>Des ressources complémentaires essentielles sont obtenues auprès des organismes partenaires et des départements gouvernementaux.</p> <p>Les problèmes liés à la propriété foncière ne nuisent pas à la participation des communautés, ni à la viabilité des avoirs.</p> <p>Le degré de priorité à accorder aux activités est défini d'un commun accord.</p>
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance informés au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p>	<p>Aucune flambée de violence liée au conflit et aucun choc majeur n'entraînent de situation d'urgence nécessitant de donner la priorité aux activités de secours au détriment des premières phases de redressement.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance	Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme) Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)	Aucune flambée de violence liée au conflit et aucun choc majeur n'entraînent de déplacement massif, phénomène qui aurait une incidence sur les résultats. Aucune rupture de la filière d'approvisionnement ni pénurie de ressources ne se produisent.
Produit 1.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés	Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue	Les quantités nécessaires sont disponibles en temps voulu.
Objectif stratégique 2: Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence		
Effet direct 2.1 Obtention ou maintien pendant la période couverte par l'assistance d'une consommation alimentaire adéquate parmi les ménages ciblés	Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme) Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme) Indice des stratégies de survie (moyenne)	La participation des communautés et la viabilité des avoires créés ne sont pas compromis par: une flambée de violence liée au conflit ou un choc majeur; la lente progression des projets communautaires, une rupture de la filière d'approvisionnement ou une pénurie de ressources; des conditions climatiques défavorables; le manque d'articles non alimentaires ou de ressources complémentaires devant être fournis par les partenaires, les départements gouvernementaux, la communauté ou d'autres parties prenantes; ou les problèmes liés à la propriété foncière. Les débouchés sont suffisants pour appuyer la durabilité.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effet direct 2.2</p> <p>Amélioration de l'accès aux avoirs et aux services de base, y compris les infrastructures communautaires et commerciales</p>	<p>Score des communautés relatif aux avoirs: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les établissements préscolaires aidés par le PAM</p> <p>Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les établissements préscolaires aidés par le PAM</p>	<p>La participation des communautés et la viabilité des avoirs créés ne sont pas compromis par: une flambée de violence liée au conflit ou un choc majeur; la lente progression des projets communautaires, une rupture de la filière d'approvisionnement ou une pénurie de ressources; des conditions climatiques défavorables; le manque d'articles non alimentaires et de ressources complémentaires devant être fournis par les partenaires, les départements gouvernementaux, la communauté ou d'autres parties prenantes; ou les problèmes liés à la propriété foncière.</p> <p>Les débouchés sont suffisants pour appuyer la durabilité.</p> <p>Les taux de scolarisation dans les écoles bénéficiant du soutien du PAM continuent d'augmenter, bien qu'aucune nouvelle école ne soit appuyée par le PAM.</p>
<p>Effet direct 2.3</p> <p>Stabilisation ou réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Proportion d'enfants recevant l'apport alimentaire minimum acceptable</p> <p>Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p>	<p>Aucune épidémie majeure n'éclate.</p> <p>Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Département de la santé fournissent des ressources complémentaires.</p>
<p>Effet direct 2.4</p> <p>Développement de la capacité à répondre aux besoins liés à l'insécurité alimentaire dans le pays</p>	<p>Indice de capacité nationale (alimentation scolaire)</p>	<p>La concertation avec le Gouvernement se poursuit au sujet de la politique d'alimentation scolaire; les objectifs distincts du PAM et du Département de l'éducation sont bien compris, et un accord est conclu sur les prochaines étapes.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 2.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Nombre de jours de distribution de repas, en pourcentage du nombre prévu</p>	<p>Les quantités nécessaires sont disponibles en temps voulu.</p>
<p>Produit 2.2 Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	
<p>Produit 2.3 Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion d'aidants familiaux ciblés (hommes et femmes) ayant reçu 3 messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p> <p>Proportion de femmes/d'hommes recevant des conseils sur la nutrition fournis avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p>	
<p>Produit 2.4 Dispositifs et cadres réglementaires nationaux mis en place en matière de nutrition, d'alimentation scolaire et de filets de sécurité</p>	<p>Nombre de programmes nationaux élaborés avec l'appui du PAM (nutrition, alimentation scolaire, filets de sécurité)</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	



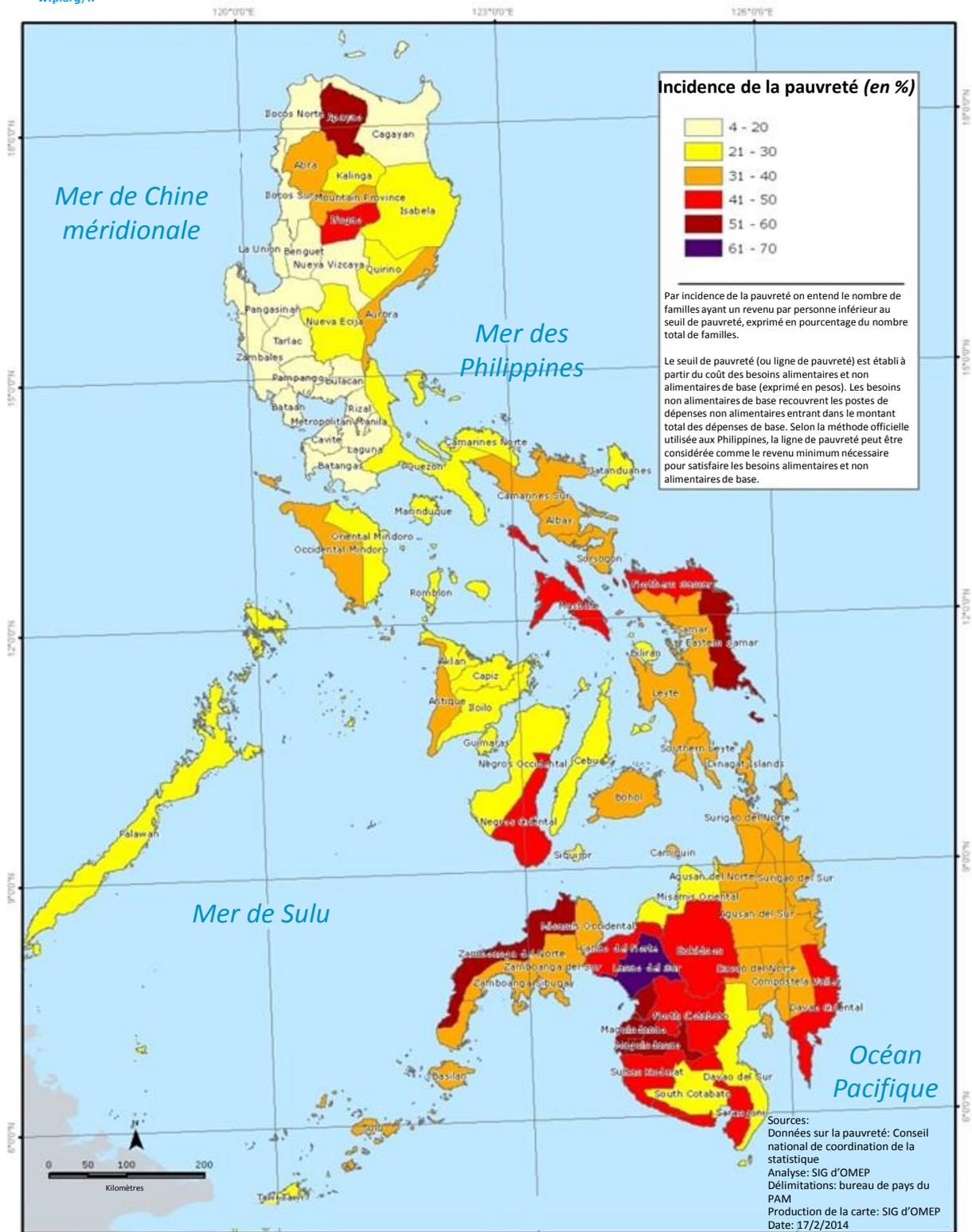
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
Effet direct 3.1 Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques	Indice de capacité nationale (programmes relatifs à la résilience) Proportion des communautés ciblées dont la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est améliorée avec l'appui du PAM	Les changements survenus au niveau des plans, des procédures d'achat et de la coopération des unités des administrations locales n'ont pas d'incidence négative sur les réalisations, ni sur les ressources.
Produit 3.1 Systèmes nationaux de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition renforcés	Nombre de rapports de suivi/surveillance sur la sécurité alimentaire et la nutrition établis avec l'aide du PAM Nombre d'homologues gouvernementaux formés à la collecte et à l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	
Produit 3.2 Capacités humaines atténuant les risques de catastrophe et de choc développées	Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation	
Produit 3.3 Appui fourni aux filets de sécurité nationaux concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, les avoirs des communautés et la contribution globale au renforcement de la résilience	Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type	
Produit 3.4 Dispositifs et cadres réglementaires nationaux mis en place en matière de nutrition, d'alimentation scolaire et de filets de sécurité	Nombre de programmes nationaux élaborés avec l'appui du PAM (nutrition, alimentation scolaire, filets de sécurité) Nombre de politiques nationales concernant les filets de sécurité ayant une dimension nutritionnelle Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type	

ANNEXE III



Philippines

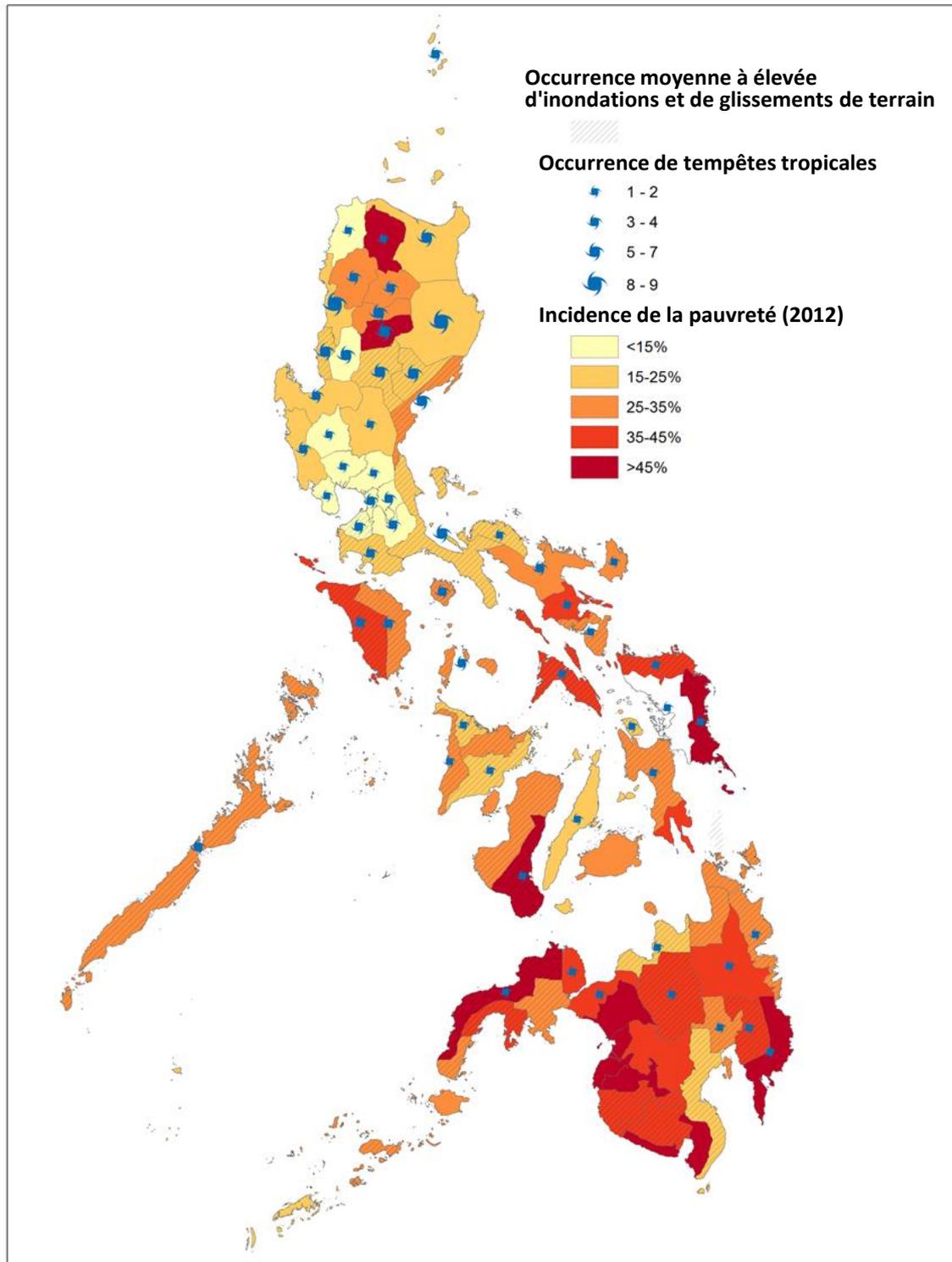
Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2012



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Occurrence de tempêtes tropicales et incidence de la pauvreté aux Philippines



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACA	Assistance alimentaire pour la création d'avoins
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMEP	Sous-Division de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide développement
SIG	système d'information géographique